

ENTRETIEN N° 1 : JULIEN, GENERATION PRECAIRE

Cet entretien a été réalisé le 17 novembre 2006 à Paris. JULIEN, 26 ans, est co-fondateur du collectif Génération précaire. Il est titulaire d'un DEA en économie internationale et travaille dans une association de l'économie solidaire. Il expose dans ce texte ses motivations de jeune activiste, retrace les étapes de la mobilisation des stagiaires en lutte, insiste sur la nécessité de renouveler le militantisme syndical pour le rendre plus efficace et accessible à la jeune génération.

— *Pour commencer, j'aimerais que tu me parles de Génération précaire, initiative dont tu es un des co-fondateurs.*

Julien – C'est une initiative non institutionnelle qui part vraiment sur Internet. Le constat est simple : les stagiaires ne sont pas payés, n'ont pas droit aux congés. Ils ne sont pas considérés. Il y a très peu de stages qui débouchent sur des emplois. Même quand on est diplômé, finalement on se voit proposer des stages. Cela engendre des frustrations, moi j'en ai eu, mes potes aussi.

Un jour fin août 2005, il y a une fille qui a pétié un plomb et s'est mise à écrire à une heure du matin des mails à tout va. Elle a écrit un texte rageur pour dire que les stages c'est n'importe quoi, ils minent l'insertion professionnelle de la jeunesse. Elle appelle à la grève des stagiaires en novembre, ce qui est une idée dingue ! C'est un cri de révolte vis-à-vis des stages comme on en a eu plein d'autres.

J'avais écrit moi-même un premier article critique sur les stages dans *Alternatives Eco* où j'étais... stagiaire un an ou deux ans auparavant. L'article s'appelait « Stagiaires, les nouveaux galériens » et démontait l'idée des stages, identifiait les réglementations, le nombre de stagiaires, etc. Suite à cet article, il y a eu des professeurs de l'Université Paris Dauphine qui m'avaient contacté pour me dire qu'eux aussi étaient choqués parce qu'ils formaient des étudiants très qualifiés et qu'ils en avaient marre de les voir s'inscrire à des langues annexes juste pour pouvoir accéder à des conventions de stages. On avait travaillé ensemble, on est allé au fond des choses mais on n'avait pas passé à la vitesse supérieure, c'est-à-dire à l'action.

C'est là que c'est intéressant : au lieu de s'en tenir à elle-même, Cathy, c'est son nom, commence à envoyer son texte sur plein de forums. À tel point que moi je le reçois dans mon

domaine professionnel (une association de solidarité internationale), mais il y en a d'autres qui l'ont reçu sur des listes de théâtre ou de danse contemporaine. C'est très large. Du coup, je réponds immédiatement en disant mon intérêt et en lui envoyant ce que j'avais déjà fait sur des stages. C'est parti comme ça. Ensuite Cathy, qui était vraiment sur le vécu, sur le ressenti, a été contactée par des journalistes intéressés par la question des stages. Elle les a renvoyés à moi, pour les aspects pratiques. Résultat, on s'est retrouvé à faire des séances d'interview en duo sans se connaître. On est passé sur France Inter, et surtout, on recevait beaucoup de mails de soutien, des messages de gens qui voulaient s'engager.

On décide de participer à la manifestation syndicale du 4 octobre 2005. C'était la première manifestation unitaire depuis très longtemps dont les mots d'ordre concernaient la précarité et le pouvoir d'achat. On s'est dit qu'il fallait y aller parce que les syndicats ne s'occupent pas des stages ni des stagiaires. Cela s'est très bien passé. L'avant-veille on était quatre, la veille on était dix à préparer la manifestation. Entre-temps, il y a eu un déferlement médiatique autour de notre initiative.

— *Vous étiez combien de personnes à la manifestation ?*

Julien – Très honnêtement, on n'était pas plus d'une quinzaine. Par contre, il y avait quarante journalistes. C'est là qu'on a sorti les masques. C'était la première action concrète, le passage du virtuel au réel. Au départ, l'idée des masques était une nécessité parce qu'il y avait des risques d'exposition de certains stagiaires. Cela est devenu ensuite un outil de communication, une marque de fabrique. Mais lors de la première manifestation ce n'était pas un acte délibéré. Il fallait se cacher, on n'allait pas manifester comme cela derrière une banderole.

— *Quelle était l'idée centrale de cette mobilisation ?*

Julien – A titre personnel, je suis professionnellement plus proche du milieu associatif que du secteur privé classique. Ce qui me choquait, ce n'était pas tant que les stages ne soient pas rémunérés alors que c'est un vrai travail. C'était surtout le fait qu'on n'en parle pas, que les principaux interlocuteurs, les syndicats, se montrent incapables à saisir et à mettre le doigt sur ce problème, que les médias, qui usent et abusent, ne le mentionnent pas. Ce qui me choquait, c'est que tout le monde trouvait cela normal. À partir de ce constat, en l'absence d'un interlocuteur pertinent, finalement n'importe qui était légitime pour en parler. Mais il ne

me serait jamais venu à l'idée de faire cela pour les intérimaires ou les chômeurs dans la mesure où il existe des structures en place. J'aurais pu aller manifester en soutien aux intermittents mais pas à leur place.

L'absence d'interlocuteur est facile à expliquer. En fait, les syndicats n'ont pas d'atomes crochus avec une jeunesse qui est mouvante et manque de contrat stable. Qui plus est, les stagiaires n'ont pas intérêt à se marquer politiquement en allant rencontrer un syndicat. Ainsi, un syndicaliste ne voit jamais un stagiaire et réciproquement. C'est un cercle vicieux.

— *Quelle est ton image du syndicalisme ?*

Julien – Le rôle du syndicalisme est important, décisif. Dans le contexte actuel, s'il fait défaut, c'est déjà la catastrophe. En revanche, c'est parce que je suis attaché que je peux être particulièrement critique. En clair, les syndicats n'ont rien fait de très constructif pour la jeunesse.

Je reviens à la première question. Après la manifestation du 4 octobre 2005, il y a eu un énorme impact médiatique. Un effet billard. On s'est immiscé dans une manifestation que les journalistes devaient couvrir parce que c'était celle de la rentrée sociale, mais qui s'annonçait « chiante ». Les médias étaient obligés d'y aller, mais ils savaient qu'ils allaient filmer des banderoles. Quand nous sommes arrivés, en masque, enchaînés entre nous, c'était inédit. Il y a eu deux types de couverture. Ceux qui nous ont mis en photo pour illustrer la manifestation. Une sorte de faire-valoir. Et ceux qui se sont principalement concentrés sur nous. La conjonction des deux faisant que l'impact global a été terrible.

La semaine suivante on a organisé une première rencontre générale avec une cinquantaine de personnes dans la salle. On s'est senti pousser des ailes. On a décidé d'établir des propositions concrètes et pragmatiques et de commencer à mettre la pression pour cette fameuse grève des stagiaires. En l'espace de deux semaines, cela a été un foisonnement de discussions. C'était génial, tout le monde pouvait donner son avis. On a beaucoup travaillé par mails. Entre octobre et avril, il y a eu entre 500 et 700 messages par mois. C'était un important travail de communication, proprement délirant.

On a aussi décidé de se concentrer sur un seul jour de grève de stagiaires, le 24 novembre, et pour faire bonne mesure, de jalonner notre action pendant les trois semaines précédant cette date avec des opérations coups de poing sympathiques. En parallèle, on a aussi lancé un tour de table des syndicats. On s'est donné comme principal objectif de rencontrer les cinq confédérations, l'UNSA et Solidaires, ainsi que les confédérations

patronales. On l'a fait en vingt-quatre jours. On se sentait vraiment comme les rois du monde ! On appelait au standard de la CGT, par exemple, ils nous passaient Maryse Dumas. Pareil pour les autres organisations. Il y avait une coordination très relâchée de ces prises de contact.

— *Il n'y a eu aucune structuration hiérarchique dans votre mobilisation ?*

Julien – Non, absolument pas. Il faut bien admettre qu'à quinze c'est plus facile de s'en sortir sans recourir à une telle structuration. On n'a jamais voté, on fonctionnait au consensus.

— *Comment s'en sortir du piège de la médiatisation qui tend à personnifier les mobilisations ?*

Julien – On s'en est sorti grâce aux masques qui permettaient à chacun de prendre la parole. Même quand on a été reçu par le Premier ministre Dominique de Villepin, on est arrivé avec les masques. Ce procédé rendait la personne qui tient le discours interchangeable. On a craint à un moment que Cathy, qui avait lancé le mouvement, soit bombardée de partout et promue égérie du mouvement. Elle a su bien gérer la situation, c'est tout à son honneur. Elle est l'inspiratrice mais pas porte-parole unique du mouvement. On est plusieurs à assumer cette fonction, selon qui se sent capable.

— *Et si vous étiez 300 personnes au lieu de quinze ?*

Julien – Cela n'aurait jamais pu marcher dans les mêmes termes. De toute façon, la question ne s'est jamais posée. Dans la plus grande manifestation que nous avons organisée, le 24 novembre 2005, on a dû rassembler sur les points de rendez-vous 500 personnes au maximum. Mais dans leur grande majorité, ces gens sont repartis.

— *Y avait-il des points de chute de la mobilisation en province ou seulement à Paris ?*

Julien – C'était parisien par nécessité. On n'avait pas du tout de moyens. On faisait des réunions dans des bars ou des squats. Personne ne prenait le train pour aller à Bordeaux prêcher la bonne parole. En province, ceux qui ont décidé de lancer des initiatives – à Toulouse, à Reims, à Limoges, à Bordeaux ou ailleurs – étaient libres de le faire à leur guise

en se présentant localement comme Génération précaire.

C'était par nécessité parce que nos rencontres n'étaient pas destinées à se pérenniser en tant que forme syndicale des stagiaires. Notre objectif était d'obtenir des réformes. D'où la nécessité de faire du bruit pour pouvoir frapper à la porte des décideurs. On peut considérer que c'est une démarche jacobine, mais il n'en est pas moins vrai que le processus décisionnel se passe à Paris. Il fallait interpeller les acteurs sociaux, le gouvernement. C'est ce qu'on a fait. En deux mois d'existence, on avait rencontré sept organisations syndicales, le Ministère du travail, puis, un mois plus tard, les quatre groupes parlementaires et le Ministère de l'Éducation nationale. Puis enfin le Premier ministre.

— *Comment expliquer cette audience fulgurante avec des moyens inexistantes ?*

Julien – Il y a un biais et une compétence. Un biais parce que la période était concerné par la précarité. Il fallait en parler, y répondre. Il est significatif que deux mois plus tard, la France a connu la mobilisation anti-CPE. L'autre aspect est que les journalistes sont plus « touchés » par la question des stages que par le tremblement de terre au Pakistan. Soit ils sont stagiaires eux-mêmes, soit ils sont pigistes et concurrencés par les stagiaires, soit ils sont installés depuis longtemps dans le métier mais savent ce qui s'y passe.

Il y a aussi une compétence. On était peut-être pauvre en organisation, mais il est clair qu'on était doué en communication. Avec quelques amis, on avait rassemblé des fichiers de presse à tout va dont on s'en servait de temps en temps. Quand on a commencé à écrire pour expliquer la mobilisation, on disposait environ de 500 adresses électroniques de journalistes. Nos communiqués de presse n'étaient pas non plus ceux de n'importe quelle organisation « archaïque » qui commence par expliquer tel ou tel article d'une loi. L'idée était d'intéresser les journalistes. On n'avait pas de réseaux propres, mais on a réussi à activer certains réseaux existants qui nous ont apporté leur soutien, comme ATTAC. Pour avoir un impact, il fallait être à la fois pragmatique et efficace en communication.

— *C'est quoi être pragmatique ?*

Julien – Être pragmatique n'empêche pas d'être exigeant. Nous, en octobre, on disait qu'on voulait une loi avant le printemps. Évidemment, quand on est arrivé en disant cela à la CFDT ou à FO, ils nous ont répondu : « moi aussi j'ai eu 25 ans » ! Or, on a eu la loi : dès janvier, Dominique de Villepin a annoncé la loi sur l'égalité des chances qui comportait le

CPE et trois dispositions sur les stages que l'on avait gagnées. Certes, ces dispositions sont cosmétiques. D'une part, si la convention de stage est désormais rendue obligatoire, elle l'était déjà dans les faits. D'autre part, si la rémunération des stages d'une durée de plus de trois mois est obligatoire, il n'y a pas de minimum. Il n'empêche qu'on a obtenu une loi en trois mois.

Par ailleurs, on a souhaité dès le début arborer comme un emblème le caractère non partisan du mouvement. Pour éviter le côté politique, on s'est astreint à ne contacter que les quatre présidents de groupes parlementaires : PS, PC, Verts, UMP. Ceux-ci nous ont orientés vers les membres de leur équipe qui connaissaient mieux le dossier. C'est finalement vis-à-vis de l'UMP qu'on a eu le plus d'accroche. C'est Valérie Pécresse, sa porte-parole, qui était notre interlocutrice. Chose étonnante, elle est vraiment allée très loin dans la reprise de nos propositions. On a eu plus d'une soixantaine d'amendements en notre faveur de tous bords quand il a fallu voter sur la loi CPE et la disposition des stages. Mais par manque de chance l'article 49.3 est tombé, à trois amendements près, de ce qu'allait défendre Valérie Pécresse.

— *Comment comprendre cette attitude de l'UMP par rapport à vos revendications ?*

Julien – On les a déjà bombardé de mails. On les a rencontré aussi, ils ont bien vu qu'on n'était pas des furieux, qu'on était sérieux, qu'on avait un discours posé qui soulevait un vrai problème. Et que c'était tellement scandaleux, qu'il fallait faire quelque chose. On a mis une certaine pression derrière, puisque les parlementaires ont dû recevoir 10 000 mails. On demandait à tous ceux qui signaient la pétition – il y a eu 15 000 signatures – d'écrire à leur député.

— *Le pragmatisme consiste donc à s'adresser à tout le monde pour faire passer un message. Et le côté radical, comment le concevoir ?*

Julien – Je suis en pleine réflexion sur cette question. Je ne suis pas sûr qu'on était très radicaux avec Génération précaire. Par rapport à des stages qui ne sont pas payés, on a demandé une amélioration de la condition des stagiaires en se rapprochant de l'apprentissage où il y a un contrat de travail mais une rémunération bien est inférieure au SMIC. On était pragmatique sur cette question.

— *Est-ce qu'on peut dire que votre mouvement est une sorte de réformisme*

monothématique qui vise très concrètement à obtenir des réponses juridico-politiques ?

Julien – Oui, on peut le dire ainsi. Mais on n'a pas choisi l'appellation Génération stagiaire. D'entrée de jeu, on a voulu éviter référence à la seule thématique des stages. Car il y a derrière une analyse sous forme de constat sur la « fracture générationnelle », c'est-à-dire sur le fait que la place réservée à la jeunesse française aujourd'hui est au dernier rang des priorités de nos gouvernements et de la population. Les stages ou la pénurie de logement l'illustrent à merveille. Le CPE l'illustre en creux puisqu'on dit, « ah, les petits bouts de choux, ils galèrent pour s'insérer, la vraie solution à cette précarité serait en fait de l'institutionnaliser ». C'est vraiment un raisonnement de vieux ! On a rencontré Dominique de Villepin, il était convaincu de son histoire, en tout cas, il donnait l'impression de l'être. C'est symptomatique de la place qu'on donne à la jeunesse française. Toutes proportions gardées, les conditions matérielles d'accès à la société sont plus difficiles aujourd'hui que celles qu'a connues mon père.

La thématique des stages comporte un aspect pragmatique fondamental. On plante les griffes dedans et on sait qu'on a raison, on ne peut pas se tromper. Travailler sans être payé est une erreur, mieux, un problème. Mais c'est bien plus large parce que c'est la jeunesse qui travaille qui n'est pas payée. Il s'agit de contrer le discours larmoyant de l'entreprise qui demande d'être subventionnée pour employer des jeunes diplômés spécialisés faute de quoi elle risque d'être lésée. Ce n'était pas le cas trente ans auparavant, et pourtant, les études étaient moins spécialisées et moins longues.

— Spontanément, donc, les entreprises externalisent les coûts de formation vers les jeunes eux-mêmes et leurs familles.

Julien – Voilà ! Mais quand on externalise, on paye.

— Tu as évoqué une fracture générationnelle. Chaque génération ne s'oppose-t-elle pas, d'une certaine manière, à la précédente ?

Julien – Il ne s'agit pas d'une reproduction stricte des difficultés qu'a connues la génération précédente vis-à-vis de ses parents. À cette période, le « différend » était plutôt d'ordre psychologique. Mai 1968 peut être lu comme une crise d'individualisme, mâtiné d'un esprit révolutionnaire avec l'espoir d'un changement radical. Mais les manifestations du 1^{er}

mai 2002, le mouvement anti-CPE ainsi que la sympathie spontanée que suscite Génération précaire sont de nature différente. La génération actuelle a le nez dans le guidon. Elle n'est pas encore en position de parler « psychologie », on parle souvent de conditions de travail, de logement, d'accès à un cadre de vie décent. C'est une préoccupation bien plus pragmatique, presque « conformiste ». Il ne s'agit que de s'insérer. Tandis que pour la génération soixante-huitarde, l'enjeu n'était pas tant de s'insérer mais de prendre le pouvoir symbolique, politique, économique.

Toutefois, je n'ai pas une approche purement générationnelle. Ce processus doit être nuancé parce qu'il recoupe pour une grande part des conditions de classe différentes au sein de la jeunesse. Par rapport à l'ensemble du salariat précaire, les stages représentent une forme officielle et pernicieuse de dumping social. Il est d'autant plus dur pour un chômeur de trouver un emploi, même payé au SMIC, qu'il existe dans le pays un million de stagiaires qui tirent le coût du travail vers le bas. Toute la population active en pâtit. C'est encore plus dur si on est « vieux » ou si on s'appelle Khaled et on habite à Bobigny. Finalement, plus il y a de stages, moins il y a d'insertion pour les jeunes parce que, de fait, les postes de juniors ou d'assistants disparaissent.

Mais il y a plus : *quid* de ceux qui ne font pas de stages pour diverses raisons, et en particulier, faute d'argent ? En fait, le stage coûte cher, il constitue un investissement. Les jeunes qui n'y ont pas accès vont au mur sur le marché du travail qui exige des expériences professionnelles préalables. C'est une nouvelle forme d'inégalité. Enfin, cibler sur des stagiaires qui ont fait des études relativement longues revient à focaliser sur ceux qui sont les plus favorisés ou les mieux armés sur le marché du travail. Or, si même les « insiders » commencent à se révolter, il s'amorce une espèce de jonction avec la fraction de jeunes déclassés qui ont la tête dans le guidon, en dehors de toute velléité de mobilisation militante. C'est là où classes populaires et classes moyennes peuvent se rejoindre.

— *Comment avez-vous vécu le mouvement anti-CPE ?*

Julien – Cela a été difficile. Il y a quelques personnes d'extrême gauche à Génération précaire, un peu moins de personnes de centre droit, un gros centre gauche. Bien évidemment, personne n'a été favorable au CPE. Il n'empêche que certaines personnes disaient, « c'est tellement la galère aujourd'hui pour s'insérer qu'on peut bien tenter le coup ». Au début, j'allais manifester avec beaucoup de gens de Génération précaire, mais on hésitait à s'engager en tant que groupe. Ensuite, il s'est produit un déclic et on allait manifester avec les masques.

Pour moi, le mouvement anti-CPE est le prolongement, le summum de notre combat. C'était le statut du stage étendu à tout le monde. La prochaine étape serait de considérer que le CPE n'allait pas assez loin, il aurait alors fallu ne plus payer les jeunes employés. À cette différence près, que le mouvement anti-CPE était un mouvement de rébellion négatif, au sens où on s'oppose à une loi, alors que Génération précaire est un mouvement qui propose.

— *Vous en êtes où aujourd'hui ?*

Julien – C'est très compliqué. La dernière avancée législative date de fin août dernier, un an après le début du mouvement. Un décret d'application de la loi sur l'égalité des chances interdit par erreur – on sait que c'est une erreur parce qu'on a suivi l'affaire dans les différentes commissions – de signer des conventions de stage pour remplacer un salarié. C'est écrit noir sur blanc. D'où la possibilité de recourir aux prud'hommes et de condamner un employeur. On va axer là-dessus. Un employeur a déjà été condamné à six mois de prison avec sursis et 5000 euros d'amende par personne lésée pour avoir embauché n'importe comment des stagiaires. On va essayer de monter cette histoire en épingle pour en faire un cas emblématique et prévenir qu'il faut respecter les droits des stagiaires. Toujours sur un ton pragmatique pour ne pas jeter des pierres sur l'employeur mais plutôt lui faire peur ou lui adresser presque des « conseils ». C'est peut-être pernicieux, mais c'est ainsi que cela peut marcher.

Du reste, les droits des stagiaires sont largement insuffisants, il n'y a toujours pas de rémunération. Mais le gouvernement est en train de refermer la question des stages puisqu'il considère qu'il a répondu. En conséquence, il devient plus difficile pour nous de remobiliser. En revanche, il y a une sorte d'excroissance qui s'appelle Génération P (comme précarité ou precarium) qui est en train de se mettre en place avec des pays comme l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, etc. L'objectif est de peser au niveau du parlement européen. Mais au niveau national, on est en position de *stand-by* par rapport à la situation politique.

— *Vous êtes impactés par une sorte d'attentisme de la campagne présidentielle ?*

Julien – Oui, on ne sait pas par quel bout prendre ces élections, mais on voudrait rebondir. C'est d'autant plus facile si Dominique de Villepin n'est pas candidat de lui dire, « finissons en beauté, vous avez fait un bon merdier, rattrapez-le, un petit décret, on est content, on se sert la main et salut ». Mais on n'y croit pas. Il y a aussi l'idée d'aller percuter

et faire réagir avec nos messages les candidats à l'élection présidentielle. Mais on n'a pas envie de se lancer comme le font d'autres mouvements vu qu'on ne sera pas là dans cinq ans pour faire le bilan de leur action.

— *Passons à une autre série de questions. Quelles sont les motivations de ton engagement dans Génération précaire ?*

Julien – De toute manière, je suis une personne extrêmement engagée, presque par flegme. Pour brosser un tableau rapide, je travaille dans une association où je passe entre 35 et 40 heures par semaine au minimum, ce qui représente une forme d'engagement qui se traduit par moult contraintes. Même si mon salaire est inférieur par rapport à ce que je peux trouver ailleurs, je suis pleinement satisfait de mon activité. Parallèlement, je suis bénévole dans une petite association de défense des Droits de l'Homme. En ce moment, on s'oppose à la prochaine introduction en France du pistolet électrique (d'une décharge de 50 000 volts) qui est censé remplacer la matraque. Il y a aussi une autre initiative, Jeudi noir, sur le logement. Je passe la plupart de mon temps dans l'engagement. C'est parce que j'ai envie de faire quelque chose d'utile, d'intéressant, de sympa, de prospectif. Mon « intérêt » est d'être content de ce que j'ai fait à la fin de la journée. Cela m'émeut plus de préparer une réunion plutôt que d'aller au cinéma, par exemple.

— *Tu te sens un peu exceptionnel par rapport aux jeunes de ta génération ?*

Julien – Vis-à-vis de mes potes, j'ai l'impression d'être un extraterrestre. C'est surtout parce que ce que l'on fait a finalement un impact. On se retrouve présents dans les médias et ils ont l'impression qu'on fait des choses démesurées. Alors que pour passer dans les médias il suffit d'aller entre midi et 14h « attaquer » Holiday Inn et dénoncer le nombre de stagiaires existants. Néanmoins, je connais plusieurs amis qui sont au moins aussi engagés que moi mais dans des sujets où moi je ne m'investirais pas. Par exemple, animer tous les jours un blog sur l'intelligence économique. Cela m'intéresse, mais je serais incapable de le faire. Même si cette activité présuppose une forte motivation, elle n'est pas encore un engagement parce qu'elle n'implique pas une adhésion à une cause collective.

— *Engagement est-il synonyme d'adhésion ?*

Julien – Si engagement égale adhésion, mon engagement est synonyme de désamour. Les formes d'activité dans lesquelles je m'investis, c'est par réaction aux grandes structures pour lesquelles il m'est impossible d'adhérer. Je ne peux pas me reconnaître dans un parti politique autant dans les formes d'action que dans l'élaboration de la réflexion ni dans un syndicat ou une grande association internationale.

— *Quelle est ton image des syndicats ?*

Julien – Il y a le syndicalisme dans lequel je crois. Je suis délégué du personnel dans mon association, je me suis présenté quand j'étais en CDD. C'est un choix personnel important. Mais le syndicalisme confédéré dit représentatif me désespère. Je n'en vois pas le bout. D'abord, le taux de syndicalisation tourne autour de 8 %. Ensuite, ils sont concentrés dans des secteurs spécifiques (public, métallurgie, etc.). Enfin, ils sont minés par des divisions internes, notamment entre CGT et CFDT. Ces défauts composent une trilogie d'enfer. Je désespère parce que je ne vois pas l'issue, je ne sais pas comment faire pour s'en sortir. Ils sont dans un cercle vicieux et quoi qu'ils en fassent, ils s'éloignent des attentes du public.

Les syndicats sont ainsi obligés de faire des actions en quelque sorte plus musclées, radicales, punchy qui les éloignent d'autant plus du public. Aussi légitimes soient-elles, les grèves répétitives dans les transports finissent par agacer les autres salariés. La plupart de mes amis qui travaillent dans le secteur privé et qui ne sont pas marqués politiquement et syndicalement diront à propos de ces mouvements : « ils ont raison, mais ils font chier » ! Ce n'est pas une attitude poujadiste, le discours des grévistes est jugé légitime par une grande partie de la population, mais le levier activé les éloigne de la population. C'est cela qui est désespérant. Je ne veux pas rester qu'à la grève, c'est beaucoup plus large. Mais il ne faut pas non plus être trop sévère avec les syndicats, compte tenu de leur faible implantation. C'est juste un constat de décalage par rapport au besoin d'un syndicalisme fort et efficace en France.

— *Quels étaient les rapports que vous aviez eus avec des organisations syndicales lors de votre mobilisation ?*

Julien – Personnellement, j'ai rencontré la CGT et la CFDT. Cela s'est très bien passé. On venait comme des petits jeunes extrêmement motivés, qui en veulent. L'accueil était bon. La CGT, c'était rigolo, avant d'avoir peut-être lu ce que l'on proposait, se plaçait dans la

perspective d'une plate-forme syndicale unitaire. Mais pour nous qui voulions représenter le poil à gratter de ces organismes qui fonctionnaient en vase clos sans jamais parler de stages, il était hors de question de se rallier avec eux sous peine de signer notre arrêt de mort. Il s'agissait de sauvegarder notre autonomie. En plus, la CGT proposait en quelque sorte d'exhumer une charte qu'ils élaboraient vaguement avec l'UNEF depuis 1992. Mais une charte n'a pas un caractère contraignant, c'est le degré zéro de l'efficacité. Il n'était pas possible de s'engouffrer là-dedans, d'autant plus qu'on pressentait que le ministère de son côté allait nous la proposer. En plus, il était inconcevable d'avoir une quelconque alliance exclusive avec la CGT. Nous voulions travailler avec les cinq confédérations syndicales ensemble, mais évidemment ils ont refusé notre proposition.

Le rapport avec la CFDT était différent. Immédiatement, on s'est placé sur le jargon. De notre côté, on demandait naïvement une rémunération pour les stages. La CFDT répondait que rémunération présuppose contrat de travail, donc statut de salarié, impossible à concéder aux étudiants. On a cru à un moment qu'il ne nous restait plus qu'à nous lever pour partir, que les discussions étaient rompues. En fait, il fallait juste parler d'indemnisation.

— *C'était un simple effet jargonnant ?*

Julien – Non, c'était bien plus une réaction épidermique à nos propositions. On avait vraiment cru les avoir insulté ! Cela aurait été la même chose avec la CGT, sauf que cette dernière s'accorde pour dire que les étudiants stagiaires sont des travailleurs. Ce qui est choquant au contraire pour elle, c'est qu'ils ne soient pas payés au SMIC.

— *Et ensuite ?*

Julien – On les avait invité à plusieurs tables rondes où ils étaient en commun. En fait, on avait lancé des débats sous forme d'états généraux de la précarité. C'était une prouesse parce qu'on a réussi à inviter dans un squat non chauffé un professeur de Dauphine, un banquier solidaire, des syndicalistes de tous bords, etc. Ils sont venus aussi aux manifestations que nous avons organisées. Dans un souci d'efficacité, notre objectif était soit la loi soit l'accord syndical. Mais on a très vite compris que l'accord entre les cinq confédérations syndicales n'était pas possible. Nous étions, pourtant, très conciliants. Concernant l'indemnisation, dès le moment où l'on peut avoir le montant, accompagné des cotisations correspondantes puisqu'il est normal que les stages participent à la vie de la société, cela nous

convenait. Mais cela n'a pas marché avec nos partenaires syndicaux. Suite à cela, on a compté beaucoup moins sur eux.

C'est un peu différent avec le cas de l'UGICT-CGT. On s'est retrouvé en contact avec eux plutôt qu'avec la confédération après notre première rencontre avec Maryse Dumas. Ils représentent les cadres et les techniciens de la confédération. Comme ils sont minoritaires, ils se sont montrés plus compréhensibles par rapport à notre position de ne pas revendiquer le SMIC pour les stagiaires. Pour les autres fédérations de la CGT, notre position était inconcevable. Leur positionnement constituait peut-être un bon raisonnement, mais qui n'était pas applicable pour obtenir gain de cause au niveau politique.

— *Quelles sont vos attentes à l'égard des syndicats ?*

Julien – Si on s'est créé par défaut, c'est parce qu'on n'attendait rien des syndicats. On est allé les voir parce qu'il fallait le faire. On s'est dit, pourquoi pas, on ne sait jamais. Et maintenant, on n'attend pas grand-chose de plus. On s'est adressé à la fois au politique et aux syndicats. Le politique a bien fonctionné, c'était peut-être un calcul, peu importe, on ne s'est pas mouillé là-dedans. Mais avec les syndicats il ne s'est rien passé de très important.

— *Les syndicats sont-ils réformables par rapport à vos thèmes de revendication ?*

Julien – Génétiquement, avec leur base militante, ce n'est pas possible. Ils ont du mal à composer avec les saisonniers, encore plus avec les stagiaires, ils ne parlent jamais des étudiants.

— *Qu'est-ce qu'ils devraient changer pour devenir intéressants aux yeux des jeunes ?*

Julien – Tout ! Ségolène Royal a avancé à l'emporte-pièce l'idée d'une adhésion automatique. Je ne connais pas du tout les détails de sa proposition, mais si les syndicats étaient financés par une cotisation modeste de tous les salariés en reconnaissance en quelque sorte de leur fonction de service public, ils ne pourraient plus faire n'importe quoi. Alors qu'à présent les gens ont l'impression que les syndicats sont là pour les défendre même s'ils ne cotisent pas. Il y a un terrible effet de passager clandestin. Si les syndicats mettent en branle une machine pour revendiquer un financement clair, de telle sorte qu'ils soient redevables vis-à-vis du contribuable de leur action, ils peuvent l'obtenir.

— *Vis-à-vis du contribuable ou du salarié ?*

Julien – C’est au choix. On peut se demander pourquoi le rentier ne devrait pas financer le syndicalisme. Cela ne me choque pas. Mais je ne suis pas sûr que le problème concerne le recrutement. Il serait souhaitable – mais c’est un rêve – qu’ils arrêtent leurs querelles de clocher qui les rendent inaudibles. Personnellement, je sais *grosso modo* les différences entre la CFDT et la CGT, mais la quasi-totalité des gens, salariés ou non, pensent *les* syndicats. Ils ne font aucune nuance.

— *Les jeunes de ta génération ne connaissent pas les syndicats ?*

Julien – Absolument pas. Les syndicats, c’est du pareil au même. Ils ne connaissent ni la CFE-CGC ni la CFTC, ils connaissent à la limite la CGT et la CFDT mais ne savent pas que ces deux syndicats sont des frères ennemis. Plus fondamentalement, il n’y a pas de connaissance du droit du travail en France. On a l’impression que c’est compliqué, alors que c’est finalement assez simple. Il y a quelques raisonnements de bon sens qui commandent les principales dispositions. Si on arrivait à inscrire dans les programmes scolaires des cours de droit du travail, disons en première et en terminale, cours faits moitié par un professeur et moitié par un intervenant externe qui ne soit pas là au nom de sa chapelle pour distribuer des autocollants, il y aurait une plus grande sensibilisation des jeunes à l’égard du syndicalisme.

En fait, ma génération n’attend rien des syndicats. D’abord, parce qu’elle ne les connaît pas. Ensuite, parce qu’elle a l’impression que le droit du travail n’existe pas. Enfin, parce qu’elle est persuadée que c’est la jungle. Les jeunes ne pensent jamais le triangle employeur, salarié, syndicat. Et le peu de personnes qui en savent quelque chose sont déçus par les syndicats. Les défaillances du syndicalisme en tant que service public d’information sur le droit du travail sont lisibles en creux dans cette absence.

D’une manière globale, le syndicalisme est installé dans un mauvais équilibre global. Le système institutionnel tourne tout seul, il n’y a pas de crise majeure, les élites sont reconduites. De l’intérieur, les marges de manœuvres des syndicats sont très réduites. Par contre, on peut parvenir à brusquer les choses de l’extérieur pour atteindre éventuellement avec percussion un autre équilibre stable. On ne peut pas booster les syndicats, on peut pourtant les bousculer en espérant que dans la dynamique qui s’ensuit ils retrouveront leur chemin.

Il y a un autre facteur qui nuit à l'attractivité syndicale. La CGT et la CFDT, pour ne rester qu'aux deux plus grandes confédérations, ne « vendent » pas seulement un bulletin d'adhésion mais, bien plus, un ralliement à un discours global. Si l'on est d'accord avec eux, on doit forcément être d'accord avec leur campagne sur tel ou tel sujet. Or, cette forme d'engagement ne peut plus marcher envers une génération à la fois « individualiste » et décloisonnée mentalement.

— *Tu fais donc le constat que les leviers de changement internes au mouvement syndical sont relativement réduits puis que l'adhésion des jeunes ne saurait se faire sur la base de l'identification avec le syndicat comme organisation globale.*

Julien – La marge de manœuvres existe dans le syndicalisme à condition de se faire violence. La jeunesse est très éloignée des derniers cercles du syndicat. La distance qui les sépare est fabuleuse. Le seul moyen d'arriver à conserver une vision à long terme, c'est d'augmenter les cercles du syndicalisme pour en relâcher la pression enveloppante, ce qu'a fait le PS avec les nouveaux adhérents.

— *Si tu en avais la possibilité, qu'est-ce que tu changerais concrètement pour renouveler le syndicalisme ?*

Julien – Je changerais d'abord le discours pour qu'il soit plus pragmatique, en phase avec les attentes des salariés. Ensuite, le contenu du service. Par exemple, au lieu de distribuer des tracts traditionnels, distribuer une feuille avec dix notions à connaître sur le droit du travail. Et les gens seront surpris parce qu'ils apprendront une nouvelle chose. Sans avoir un bulletin d'adhésion derrière, cela devrait venir naturellement. Sans présenter l'adhésion comme une chair enveloppante, comme quelque chose d'important. Cela permet d'attraper ceux qui s'intéressent à tel ou tel sujet de manière occasionnelle. Quant à ceux qui considèrent que c'est important, ils peuvent progressivement aller plus loin. Mais on ne peut pas franchir d'un coup cette espèce de mur entre la vie et l'aspect englobant du parti ou du syndicat. Pour beaucoup, c'est impensable.

*Entretien réalisé et restitué par Michel VAKALOULIS, politologue et sociologue,
lu et amendé par l'enquêté*